

Chapitre 1 : Le monde au lendemain de la première guerre mondiale

I-L'Europe à genoux.

L'Europe, c'est, depuis un millénaire au moins, une même civilisation, synthèse des héritages de l'Antiquité gréco-romaine et du christianisme. Pourtant, elle n'a jamais été unie politiquement et les Européens n'ont pas cessé de se battre entre eux : la première guerre mondiale n'est même pas la première confrontation générale sur le Vieux Continent (les guerres de religion, les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, en sont d'autres exemples).

Est-ce un scandale ? Peut-être ; mais c'est surtout, en réalité, une situation des plus banales, qu'on retrouve en Grèce, dans la Gaule antique, chez les Mayas, en Inde... Les cas de civilisations correspondant aux frontières d'un Empire sont rarissimes (Rome, la Chine aux périodes d'unité) – et c'est au prix de régimes fort peu respectueux des individus.

Mais la désunion a son prix : de même que la Grèce antique a dû finir par accepter de s'unir sous le joug d'une monarchie certes culturellement hellénisée, mais quand même périphérique (la Macédoine), la première guerre mondiale marqua, à l'intérieur du monde occidental, l'amorce du déclin du Vieux continent au profit des États-Unis – non pas tant économiquement, car en ce domaine tout était joué depuis la fin du XIXe siècle ; mais plutôt dans le domaine politique et diplomatique – les États-Unis, n'ayant pas à affronter les conflits qui ont déchiré l'Europe, ont gagné les deux guerres mondiales et la guerre froide –, et aussi dans celui des idées et de la culture.

A) Pertes et destructions.

Au sortir de la première guerre mondiale, les pertes humaines étaient énormes : huit à dix millions de morts et sept millions d'invalides à vie du fait des combats (ces chiffres excluent la Russie et la Turquie où une partie importante des pertes eut lieu après novembre 1918 ; avec ces deux pays, il faut au moins doubler le total). De plus, cinq millions de civils avaient péri des conséquences indirectes de la guerre (épidémies, famines, privations) – là aussi, il faut sans doute en rajouter au moins autant si l'on tient compte de la guerre civile russe (entre 1918 et 1920). Les vainqueurs étaient tout aussi saignés à blanc que les vaincus : la France avait perdu 10,5% de sa population active, l'Allemagne 10%, le Royaume-Uni 5%, l'Italie 6%. Un million et demi de naissances avaient été perdues en France, autant en Italie, plus du double en Allemagne (ce pays ne retrouva jamais son taux de natalité d'avant-guerre).

Sur ces populations affaiblies, la grippe espagnole, venue d'Asie méridionale, peut-être par les bateaux qui amenaient des matières premières aux industries de guerre européennes, des travailleurs et des soldats au front, fit des ravages (moins qu'en Asie cependant ; elle semble avoir emporté entre dix et vingt millions de personnes, dont quatre-vingt dix mille en France, cent dix mille

en Grande-Bretagne, deux cent soixante-dix mille en Italie et cent quatre vingt-dix mille en Allemagne).

Des réfugiés dépourvus de tout sillonnaient le continent : entre autres un million d'Allemands venus de Pologne, de Russie, des pays baltes, d'Alsace-Lorraine ; quatre cent mille Hongrois, deux cent mille Bulgares, plus d'un million de Grecs fuyaient des pays où ils étaient en minorité pour se réfugier dans celui dont ils représentaient la nationalité titulaire ; il faut y ajouter les réfugiés arméniens de Turquie, les Russes fuyant le bolchevisme, etc. Au total, on comptait soixante millions de victimes (blessés et réfugiés compris), dont la moitié en Russie. C'était un désastre sans précédent à l'échelle du continent, même si la guerre de Trente ans (1618-1648) a sans doute davantage ravagé l'Europe moyenne.

Le coût matériel de la guerre était lui aussi sans précédent, notamment là où le front s'était attardé, en France, au nord-est de l'Italie, en Pologne, en Serbie, en Roumanie (mais pas en Allemagne ni en Grande-Bretagne) ; et bien sûr en Russie à cause des effets conjoints de la guerre et de la révolution. De mémoire d'homme, jamais un conflit n'avait ravagé aussi profondément une région (celles du XIXe siècle se contentaient en général de détruire un petit nombre de villes) : maisons détruites, campagnes dévastées, transports anéantis ou réduits à un état lamentable par quatre ans d'usage intensif sans entretien. Bien sûr, rien de commun avec les destructions de la seconde guerre mondiale, qui marqua l'apogée des bombardements aériens sur les villes ; mais le bilan était déjà terrible.

L'économie européenne était en plein marasme. La production industrielle s'était effondrée : en 1920 elle était encore inférieure de 7% au niveau de 1913 à l'ouest de la Russie ; en Allemagne le chiffre était de -30% (et en Russie, de... -87% !) ; il restait à reconvertir les usines qui produisaient du matériel de guerre, ce qui provoqua une grave crise de reconversion en 1920-1921, notamment dans la sidérurgie. L'appareil industriel avait vieilli prématurément, pour avoir été tourné au maximum de ses capacités durant quatre ans. Quant à la production agricole, elle était inférieure d'un tiers à son niveau d'avant-guerre ; en 1919, elle traversa paradoxalement une crise de surproduction, car la grande majorité des soldats, qui à cette époque étaient pour la plupart des paysans (sauf en Grande-Bretagne), étaient rentrés en même temps du front dans l'hiver précédent. Enfin les échanges internationaux avaient baissé de moitié ; bien sûr, les échanges intra-européens avaient été plus touchés que les autres. Aux effets de la guerre s'ajoutaient ceux des nouvelles frontières apparues en 1917-1923 (ainsi le port autrichien de Trieste, devenu italien, se retrouvait coupé de son arrière-pays danubien), et ceux de l'isolement de la Russie soviétique. La Grande-Bretagne, première puissance commerciale avant-guerre, avait perdu une bonne partie de sa flotte marchande. Le système monétaire et financier international, était en ruines.

Bien sûr, tout le monde n'avait pas perdu à la guerre : les innovations techniques s'étaient multipliées, dans des domaines comme les transports (surtout

l'aviation), la chimie, la conservation des aliments. Des profiteurs de guerre avaient prospéré en vendant aux armées, qui des armes ou des uniformes, qui des rations ; mais leur existence, et souvent l'insolence de leur comportement, contribuait plutôt à aiguïser les conflits sociaux.

Les sociétés se trouvaient bouleversées : aux effets de la ruine des rentiers et les difficultés des salariés (ouvriers, employés, fonctionnaires), à la catastrophe qui s'était abattue sur les campagnes dépeuplées, il fallait ajouter ceux des bouleversements de frontières et des transferts de population en Europe centrale et orientale. Ainsi les fonctionnaires de province germanophones ou magyarophones de l'ancienne Autriche-Hongrie se retrouvent marginalisés par leur méconnaissance des langues locales, devenues officielles dans les nouveaux États-nations (la Roumanie, la Yougoslavie, etc.); les commerçants de villes comme Trieste étaient ruinés. Pensez aussi à tous ceux dont les propriétés se retrouvèrent de part et d'autre d'une frontière, par exemple les bourgeois de Vienne dont les propriétés se trouvaient dans la plaine hongroise toute proche... Des fragments entiers de classes dirigeantes avaient disparu en tant que tels (comme les familles régnantes des petites principautés allemandes, la cour de Vienne, la noblesse russe – l'image classique du « déclassé » dans l'entre-deux-guerres, c'était le grand-duc russe devenu chauffeur de taxi à Paris), tandis qu'un brassage social intense avait eu lieu dans les tranchées et autour : des fortunes avaient émergé du néant, certains s'étaient enrichis par le seul fait de survivre (ainsi ces paysans français, seuls survivants de leur fratrie).

L'une des forces sociales nouvelles dont la guerre avait suscité l'apparition était constituée par les anciens combattants ; jeunes, actifs et très « remontés » contre le vieux monde responsable de la guerre, mais en même temps honorés par toute l'Europe officielle pour leur sacrifice, ils étaient très présents dans la vie quotidienne et dans la vie politique (comme dans la "chambre bleu horizon" élue en 1919 en France). Recrutant dans toutes les classes sociales et n'ayant pas de porte-paroles sociaux traditionnels, ils s'organisèrent en associations spécifiques, ligues, etc... En France et en Grande-Bretagne, au départ ces organismes au départ ne se donnaient pas pour but de faire de la politique, mais plutôt de défendre leurs intérêts collectifs (par exemple d'obtenir que les gouvernements augmentassent le montant des pensions) et d'éduquer les nouvelles générations dans l'horreur de la guerre tout autant que dans le culte de la nation. Cependant, en France la plupart de ces ligues finirent par se lancer dans la politique ou par être récupérées par diverses forces, généralement d'extrême-droite; ce processus prit une dizaine d'années¹. En revanche, dans les pays où ils percevaient la nation comme menacée (l'Allemagne et l'Italie), une

¹ Hors de France, un bon exemple de ce type de phénomène est constitué par la Ligue des Vétérans de la Guerre d'Indépendance de l'Estonie (*Eesti Vabadussõjalaste Liit*). Elle apparut dans les années 1920 comme un mouvement de défense des intérêts catégoriels des anciens combattants; au début des années 1930, un jeune avocat, Artur Sirk, lui donna une direction centralisée, une idéologie ruralo-fasciste et une allure paramilitaire, avec bérets, brassards, salut de type mussolinien, etc. Vers 1933-1934, elle tenta de prendre le pouvoir, moins en réalité par la force (malgré des démonstrations destinées à frapper l'opinion et à intimider la classe politique, un peu comme la "marche sur Rome" en Italie) que par l'action politique.

partie importante des anciens combattants se politisèrent dès le début : en Allemagne il s'agit essentiellement des célèbres corps francs, en Italie cette radicalisation fut à l'origine du fascisme.

Ces anciens combattants, on les trouvait partout dans la littérature: une grande partie de la production littéraire de cette génération marquée à tout jamais par la grande boucherie² tournait autour de l'expérience des tranchées, des *Croix de bois* de Roland Dorgelès (publié en France en 1919) à *À l'ouest, rien de nouveau*, de Heinrich-Maria Remarque (paru en Allemagne en 1929) et à *L'adieu aux armes* de Ernest Hemingway (publié aux États-Unis en 1929). Une partie de cette littérature était fort cocardière; une autre au contraire était très pacifiste, comme le célèbre début du *Voyage au bout de la nuit* de Céline, publié en 1931.

B) L'effondrement des Empires.

Les quatre plus grands pays d'Europe par la taille étaient en voie d'effondrement et allaient, soit disparaître de la carte, soit changer de régime et connaître de profondes modifications de leurs frontières. Il s'agissait des trois principales puissances vaincues... mais aussi d'un pays, la Russie, qui figurait en 1914 dans l'alliance finalement victorieuse.

1) L'Autriche-Hongrie.

À vrai dire, cet édifice vénérable, issu de la défense de l'Europe contre les Turcs à l'époque moderne (le dernier siège de Vienne date de 1683 !), était vermoulu depuis longtemps : dirigé par une aristocratie germanophone, il avait été écarté de l'unité allemande, et Vienne avait perdu de son lustre face à Berlin ; en 1867, il avait fallu reconnaître une autonomie totale aux Hongrois (l'Autriche-Hongrie était une « double monarchie » avec en commun seulement le monarque, Empereur à Vienne et roi à Budapest, et trois ministères ; elle n'avait même pas d'autre nom officiel que « royaumes et territoires représentés au

² « Il m'avait toujours semblé (...) que nous avions tous, même encore dans la période d'après-guerre, et peut-être tout particulièrement là, à reprendre pour le continuer le rôle de la "jeunesse", encore que nous ayons vieilli entretemps. Car ces générations qui, nées avec la paix, avaient été, pour une part, exemptées de toute participation à la guerre, et pour une autre part avaient déjà grandi sans aucun rapport direct avec ces événements, sans aucune expérience, donc, de ce tournant de l'ancien au nouveau, ces générations, j'avais toujours eu le sentiment que la guerre les avait en quelque sorte sautées (...). On pouvait en trouver une confirmation dans l'évidence que cette espèce d'hommes n'avait de rapport avec rien, excepté le bien-vivre. Mais nous, éveillés sur les champs de bataille à notre première conscience personnelle, pour ainsi dire livrés d'emblée au tragique et nullement nés pour le bonheur (mais vraisemblablement destinés à retourner finir sur les champs de bataille), je nous tenais à cette époque tenus de ne pas renoncer à la charge et au devoir de la jeunesse (...), et de continuer à porter son fardeau jusqu'à ce qu'ait grandi une nouvelle génération qui, à la différence de ces laissés pour compte de l'histoire, serait reprise par la roue de l'histoire, et par là même capable de nous délivrer, las que nous étions, de cette jeunesse si longtemps prolongée, à la sortie de laquelle se dressera alors la même épée qui nous avait naguère éveillés à la conscience, pour désormais, nous les toujours jeunes, nous dont l'affaire ne pouvait être de "mûrir", nous rendre sur ces mêmes champs de bataille à cette même terre. Car il n'est pas de cruche pour aller deux fois à cette fontaine. C'est ainsi à peu près que je voyais la situation vers 1927 » (le narrateur est autrichien ; extrait des *Démons* de Heimito von Döderer, roman paru en Allemagne en 1956).

Conseil d'État »!). Seule la région de Vienne s'était modernisée économiquement ; la vie politique était malsaine, comme le montre bien la figure de Karl Lüger, le maire de Vienne à la Belle Époque : l'Autriche des années 1900 fut, avec la France de l'affaire Dreyfus, le principal creuset des populismes antisémites qu'un peintre raté autrichien importa en Allemagne dans les années 1920³. En novembre 1918, la monarchie habsbourgeoise, pourtant représentée par un homme jeune, Charles Ier (monté sur le trône en 1916 à l'âge de 29 ans), s'effondra en quelques heures.

Ce furent les nationalismes qui emportèrent la « Cacanerie » : les Hongrois rêvaient d'une indépendance complète, les Slaves (Tchèques, Slovaques, Polonais, Ukrainiens, Serbes et Croates) et les Roumains n'acceptaient plus de n'être que des Austro-Hongrois de second ordre. Les Serbes et les Croates étaient soutenus de longue date par la Serbie, indépendante depuis le XIXe siècle : l'assassinat de l'héritier du trône de Vienne par un Serbe de Bosnie (province turque annexée par l'Autriche-Hongrie en 1908) avait été à l'origine directe du premier conflit mondial.

Jusqu'en 1914, la plupart des nationalistes de ces régions s'étaient bornés à des revendications d'égalité et d'autonomie (dont une partie était progressivement satisfaite, mais toujours trop tard et incomplètement à leur gré) ; mais durant la guerre, tout le monde avait promis l'indépendance aux minorités du camp adverse, et à présent que Vienne était à genoux, que les États-Unis tenaient pour le principe des nationalités et que la France ne voulait plus d'une puissance allemande en Europe centrale, à l'évidence l'heure était venue. Cependant, vu l'entremêlement des populations et des revendications historiques (par exemple en Transylvanie), la séparation n'avait aucune chance de se faire sans douleur.

2) L'Empire ottoman.

La Turquie ottomane, qui avait été incapable de se réformer au XIXe siècle, avait déjà perdu l'essentiel de ses provinces européennes lors des guerres balkaniques de 1912-1913, prélude au conflit mondial, mais elle continuait à prendre part au « concert des nations » européennes : en 1914, elle s'était engagée dans le conflit dans le camp de l'Allemagne et de l'Autriche, ses protecteurs depuis les années 1880.

« L'homme malade de l'Europe », comme on l'appelait au XIXe siècle, tint mieux le coup que prévu : l'armée ottomane parvint même à empêcher un débarquement franco-britannique dans le détroit des Dardanelles, en 1915. Au nord-est, en revanche, l'avancée des troupes russes, accueillie en libératrices et parfois secondées par les populations arméniennes locales (chrétiennes comme les Russes, et contre lesquelles les persécutions s'étaient multipliées depuis la fin du XIXe siècle) conduisit le gouvernement jeune-turc d'Istanbul, en avril 1915, à prendre la décision de vider l'Anatolie de cette « cinquième colonne » potentielle de l'ennemi – il s'agissait d'éviter l'apparition, à l'est, d'une nouvelle Grèce qui

³ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2 (le passage sur la formation politique de Hitler).

aurait progressivement réduit la Turquie à sa plus simple expression (les Turcs n'étaient majoritaires qu'au centre-ouest de l'Anatolie, la région de l'actuelle Ankara). La déportation des Arméniens (dans l'actuelle Syrie) s'accompagna de massacres plus ou moins systématiques, souvent "sous-traités" à d'autres minorités (notamment les Kurdes, nomades musulmans de langue iranienne), et se fit dans des conditions telles qu'au moins un tiers de la population arménienne de Turquie mourut (les rescapés gagnèrent la France en 1918-1919, et ceux des villes côtières, qui n'avaient pas été trop inquiétés, partirent en 1923) : aujourd'hui, cet épisode est considéré comme le premier génocide du XXe siècle.

Malgré tout cela, et malgré le répit apporté par l'effondrement de la Russie en 1917, la Turquie ottomane commença à s'effondrer à l'automne 1918, sous le coup des minorités, mais aussi en conséquence des retards économiques, sociaux et politiques. En 1919, les Arméniens (une Arménie indépendante était née sur des territoires anciennement russes, plus au nord) avançaient vers le centre de l'Anatolie, les Grecs semblaient sur le point de s'emparer de la côte orientale de la mer Egée, autour de Smyrne (qu'ils avaient occupé en mai 1919), et certains rêvaient même de pousser jusqu'à Istanbul et d'en refaire leur capitale, comme au temps où elle s'appelait Constantinople ; les Français et les Anglais étaient en train de se partager les territoires arabes, l'Italie lorgnait sur la côte sud, le Kurdistan menaçait de prendre son indépendance – ce qui restait aurait été de la taille de la nouvelle Autriche, à peu de choses près.

3) L'Empire allemand.

Voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 1 et début du chapitre 2.

4) La Russie.

Voyez le cours sur la Russie, chapitre 1 et début du chapitre 2.

5) La balkanisation de l'Europe centrale.

L'effondrement des quatre grands Empires européens donna lieu à une réorganisation complète de la carte de l'Europe centrale, avant, pendant et juste après les traités de paix (1917-1923), parfois en conformité avec ceux-ci (comme en Tchécoslovaquie, une création *ex nihilo* des négociateurs de la paix), parfois en contradiction (comme en Turquie). Il apparut au total 7 nouveaux pays : la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie ; on peut y ajouter la nouvelle Autriche qui n'avait rien à voir avec l'autre, la Yougoslavie (c'était l'ancienne Serbie, mais sa superficie avait doublé), l'Albanie dont l'indépendance, proclamée en 1912, n'avait pas eu de réalité avant la fin du conflit, et les trois villes libres créées par les négociateurs de la paix : Danzig, Fiume, Memel.

Il n'est pas question de contester le droit à un peuple, même de taille réduite, à jouir de l'indépendance, et la géographie politique doit se plier aux

données ethnographiques, même si les limites d'un peuple sont parfois biscornues. Il n'en reste pas moins qu'à l'échelle du continent européen, en cette fin des années 1910, la situation était très inquiétante. Certains de ces nouveaux pays, comme l'Estonie, étaient minuscules et l'on pouvait craindre pour leur viabilité économique dans un monde où le protectionnisme était encore la solution préférée des gouvernements aux difficultés de tous ordres. D'autres n'avaient pas accès à la mer, comme la Hongrie et la Tchécoslovaquie (pour y remédier, on avait internationalisé le Danube), ou un accès très malcommode comme la Pologne – quant à la nouvelle Allemagne, elle était coupée en deux. Certains de ces nouveaux Etats-nations manquaient cruellement d'une élite capable, le cas extrême étant l'Albanie. Tous étaient très fragiles économiquement : les caisses des banques centrales nouvelles apparues en 1917-1918 étaient complètement vides.

Si encore ces pays avaient correspondu, chacun, à une entité ethnographique... Bien entendu, ce n'était le cas nulle part, car les peuples d'Europe centrale s'étaient formés au cours de trois mille ans d'histoire selon d'autres logiques que celles des frontières politiques des Etats modernes : dans la plupart des régions, les populations s'entremêlaient inextricablement (par exemple en Macédoine). Il était donc absolument impossible de tracer des frontières qui satisfassent tout le monde. En réalité, personne n'était satisfait (sauf les Roumains et les Yougoslaves) : ce fut une la raison essentielle pour laquelle l'Europe centrale fut incapable de dépasser sa balkanisation pour déboucher sur un espace de coopération politique et économique et de défense commun.

La Tchécoslovaquie n'avait jamais existé et presque personne sur place n'avait jamais réclamé sa création (le mouvement national tchèque du XIXe siècle ne concernait que la Bohême et la Moravie, pas la Slovaquie⁴). Elle avait été constituée pour des raisons à la fois stratégiques (il fallait un pays de taille raisonnable sur le flanc sud-est de l'Allemagne) et économique (ne pas multiplier les micro-Etats). Mais elle n'avait pas d'accès à la mer, ce qui était un grave facteur de faiblesse; on avait bien internationalisé les eaux du Danube, mais cela ne suffisait pas. Les pays tchèques regardaient vers la plaine de l'Elbe et la mer du Nord, les pays slovaques, bien plus ruraux et fort pauvres (c'est l'arrière-pays montagneux de la plaine hongroise), vers le Danube et la mer Noire. Les Tchèques et les Slovaques n'avaient pas grand-chose en commun même si les deux langues sont très proches, en particulier ils n'avaient jamais fait partie du même royaume sauf à l'époque de l'Autriche unitaire (en 1914 la Bohême-Moravie était autrichienne et la Slovaquie hongroise), ils n'avaient jamais partagé un

⁴ Cela dit, un Conseil national tchécoslovaque était apparu en France en 1916. À l'indépendance, en octobre 1918 les Tchèques "accueillirent" avec une certaine condescendance leurs "frères tchèques de Slovaquie", lesquels le prirent assez mal ; mais comme ce sont des peuples civilisés et qu'il y avait d'autres chats (allemands et bolcheviks) à fouetter, l'affaire se régla sans bain de sang. Le slovaque continua à être utilisé en Slovaquie; mais il n'y eut pas d'autonomie régionale, et un mouvement indépendantiste grandit peu à peu, très réactionnaire et en même temps influencé par le décorum fasciste et nazi.

destin commun. De plus, à l'ouest les vainqueurs n'avaient pas voulu limiter le pays aux seules plaines de Bohême, trop difficiles à défendre si les montagnes qui les entourent de trois côtés avaient appartenu à l'Allemagne; ils respectèrent donc l'ancienne frontière autrichienne et attribuèrent à la Tchécoslovaquie des montagnes majoritairement peuplées d'Allemands, que l'on appelait les Sudètes⁵, et qui étaient furieux de se trouver dominés par d'anciens "minoritaires" ; il y eut même des soulèvements armés en 1919⁶. De même, à l'est le nouveau pays annexa la Ruthénie subcarpathique, une région autrefois russe, peuplée en majorité d'Ukrainiens ; au nord, une petite région peuplée majoritairement de Polonais, autour de la ville de Teschen, fut partagée entre la Pologne et la Tchécoslovaquie par référendum, en juillet 1920, dans ces conditions qui mécontentèrent les deux pays⁷; la frontière sud avait été dessinée de telle sorte que tout le sud de la Slovaquie était peuplé en majorité de Hongrois, il y en avait d'autres en Ruthénie subcarpathique, et n'oubliez pas les Juifs et les Tsiganes... Tchèques et Slovaques ne faisaient que les deux tiers du total⁸ !

La Pologne n'avait qu'une seule nationalité titulaire, et l'essentiel des Polonais y vivaient ; mais outre le tracé délirant de ses frontières occidentales, qui lui valait d'inclure des populations allemandes en nombre non négligeable, elle avait annexé en 1920 de larges territoires russes peuplés majoritairement de Biélorusses (des Slaves orthodoxes, parlant des dialectes intermédiaires entre le polonais et le russe, mais de haute culture russe à l'exception de quelques nationalistes) et, au nord, de Lituanais (qui ne sont pas des Slaves) — la Pologne s'était emparée de Vilnius, la capitale historique de la Lituanie, ville de peuplement surtout polonais et juif au milieu de campagnes lituanaises. Bref, la Pologne renaissante était entourée de pays qui en voulaient à son territoire... et comptait aussi 10% de Juifs.

Au total, il y avait en Europe une trentaine de millions de "minoritaires" vivant sur le territoire d'un État dont ils n'étaient pas la nation titulaire, contre une soixantaine de millions avant 1914 (l'essentiel de la différence était dû à l'indépendance de la Pologne).

. Dans ce continent balkanisé, un autre aspect inquiétant pour l'avenir était la multiplication de régimes politiques neufs, qui certes affichaient le respect le plus pointilleux pour la démocratie, mais disposaient d'une légitimité fragile et comptaient avec un personnel souvent peu expérimenté. La République triomphait

⁵ Techniquement, c'est le nom de l'une des trois chaînes de montagnes où ils vivaient.

⁶ Les Allemands étaient nombreux aussi dans les villes — Kafka était un Juif germanophone de Prague ! Il quitta d'ailleurs pour l'Allemagne cette ville en voie de tchéquisation.

⁷ Teschen elle-même demeura du côté polonais de la frontière.

⁸ Les Juifs ont disparu avec le génocide. En 1945, les Sudètes ont été expulsés et la Ruthénie subcarpathique est devenue soviétique ; elle est aujourd'hui ukrainienne. Il demeure 20% de Hongrois en Slovaquie, et le lancinant problème des Tsiganes ; en revanche il n'y a pas de minorité tchèque en Slovaquie, ni slovaque en Tchéquie.

dans toute l'Europe centrale : la nouvelle Russie, la nouvelle Allemagne, la nouvelle Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Finlande, les pays baltes et l'Albanie étaient des républiques (alors qu'avant 1914, lorsqu'il apparaissait un nouveau pays on allait gratter au fond de l'inépuisable réservoir des familles principulaires allemandes pour lui donner un monarque)⁹. En apparence, la démocratie libérale triomphait à l'ouest des frontières russes, sous sa forme républicaine ou sous celle de monarchies constitutionnelles – plus aucun régime en Europe ne se réclamait d'une légitimité religieuse et ne rejetait les principes démocratiques.

En pratique, c'était un triomphe parfois tout à fait formel (dans les Balkans, les jeux politiques cachaient souvent fort mal de très archaïques conflits de clans), parfois réel mais fort fragile : on pouvait craindre que ces démocraties ne résistent pas aux secousses politiques et économiques – par exemple celle de la Tchécoslovaquie en formation, en proie à d'inextricables problèmes de minorités nationales, ou celle de la nouvelle Pologne, où l'armée victorieuse dans la guerre d'indépendance pesait très lourd dans la vie politique. Ce d'autant que les nouvelles constitutions furent rédigées par des hommes peu expérimentés et trop confiants dans les progrès de la raison et de la civilisation – le meilleur exemple en était celle de Weimar en Allemagne¹⁰.

C) Les vainqueurs (européens) sont fatigués.

Je prends d'abord l'exemple de l'Italie, un pays « fragile » de longue date, car avant 1914 la société était archaïque, la démocratie limitée et l'unité nationale récente. En ce qui concerne les deux grands vainqueurs du conflit en Europe, l'historien Paul Kennedy développe le concept de « crise des puissances moyennes »: pour lui, le problème de fond était que la France et la Grande-Bretagne, outre qu'elles avaient souffert de la guerre, n'avaient plus les dimensions nécessaires pour peser dans un monde où des forces inédites avaient été déchaînées, sans commune mesure avec celles qui avaient permis, un siècle auparavant, l'expansion coloniale ; dans un monde où les puissances en voie

⁹ La Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie demeurèrent des monarchies jusqu'en 1967 pour la première (avec une interruption de 1924 à 1935), jusqu'à la seconde après-guerre mondiale pour les quatre autres.

¹⁰ Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 2. Un autre exemple pris totalement au hasard : en Estonie, la constitution de 1920 prévoyait une assemblée unique (le *Riigikogu*), élue au suffrage universel à la proportionnelle intégrale; elle élisait et pouvait renvoyer à tout moment le chef de l'exécutif, lequel n'avait même pas le titre de Président mais seulement celui d'"aîné de l'État" (*riigivanem*). Tous les ministres devaient appartenir à l'Assemblée. Le résultat, ce fut qu'il y eut vingt et un gouvernements en quatorze ans jusqu'en 1934; les *riigivanemad* étaient le plus souvent des intellectuels issus du mouvement nationaliste d'avant-guerre (Konstantin Päts et Jaan Tõnisson alternèrent au poste de *riigivanem*), autrement dit fort peu armés pour la gestion de l'économie. Or le pays avait à peine plus d'un million d'habitants, dont une minorité allemande furieuse d'être dépossédée de son rôle traditionnel d'élite, et se trouvait à la frontière de l'U.R.S.S, dans une zone hautement stratégique... On comprend aussi la colère des anciens combattants, évoquée dans une autre note un peu plus haut, et la facilité avec laquelle ils déstabilisèrent le système politique lorsqu'avec l'arrivée de la crise l'incompétence des gouvernants devint une évidence, et la taille du pays une tragique réalité, surtout en l'absence de toute intégration régionale, militaire ou autre, avec les trois autres pays baltes (on comptait à l'époque la Finlande parmi ceux-ci).

d'émerger étaient des pays-continentaux, les États-Unis dès les années 1890, l'U.R.S.S. dans les années 1930. Cette problématique est évidemment à relier à celle de la balkanisation de l'Europe – au lieu de chercher à atteindre la taille nécessaire pour faire contrepoids aux grandes puissances, l'Europe se divisa. Il est vrai qu'il était difficile d'expliquer aux petits peuples récemment délivrés du joug de la Russie ou de l'Autriche-Hongrie, qu'il aurait fallu accepter une nouvelle sujétion !

1) L'Italie.

L'unité italienne date de 1859-1861 (mais Venise n'a été réunie qu'en 1866, et Rome en 1870). La monarchie italienne de la fin du XIXe siècle se voulait un régime libéral, progressiste, "éducateur": il se donnait pour but de faire des Italiens : à la fois unifier culturellement le pays (2% de la population seulement utilisait le toscan littéraire au quotidien en 1860 !), achever l'unité politique (au sud, dans l'ancien royaume de Naples, il y eut longtemps du "brigandage" qui dissimulait une opposition aux nouveaux maîtres) et constituer une "conscience civique". Le pays était très centralisé, en théorie au moins ; il y avait un service militaire obligatoire à la française, l'école devint obligatoire et laïque dans les années 1880, mais pas gratuite.

Les républicains "jacobins" de Garibaldi et les néo-conspirateurs romantiques de Mazzini avaient fini par être marginalisés : l'Italie unifiée était une monarchie constitutionnelle héritée du Piémont-Sardaigne. La dynastie était la maison de Savoie : en 1918, le roi était Victor-Emmanuel III (1869-1947, roi de 1900 à 1946). La famille royale était discrète, mais écoutée car auréolée du prestige historique de l'Unité. Le personnel politique n'était pas réellement lié aux anciennes noblesses, sauf au niveau régional (surtout au sud) : plutôt à la bourgeoisie "voltairienne" et libérale des villes du nord (Turin, Milan, Bologne) – d'où par exemple, vers 1914, une fiscalité archaïque. L'interpénétration était générale entre classe politique, diplomatie, armée, haute fonction publique, "classe juridique" (des cohortes d'avocats sans causes). Le suffrage censitaire fut élargi en 1882 (il y avait 2 millions d'électeurs), mais la chambre haute (Sénat) avait des pouvoirs égaux à la chambre basse.

La vie politique était très calme, marquée dans les années 1870-1880 par le "transformisme" c'est-à-dire la capacité des partis à conclure des alliances instables au mépris de leurs positions idéologiques : gauche et droite, au lieu de se constituer en deux camps comme en Grande-Bretagne, modèle affiché par à peu près tout le monde, se mêlaient en combines. (selon le leader communiste Gramsci: « la bourgeoisie italienne choisit de se dissoudre en tant que parti pour garder le pouvoir en tant que classe »). Puis, dans les années 1880 et 1890, elle se heurta au mépris de Crispi, qui se voulait un homme fort et gouverna contre le Parlement, mais ne fit pas de coup d'État. Le clientélisme faisait rage à l'échelle locale, il y eut divers scandales dans les années 1890.

Comme toute l'Europe, l'Italie avait connu entre 1880 et 1914 une montée du nationalisme. Il s'était focalisé sur l'absence de colonies (l'Italie s'était fait

humilier par l'Éthiopie à Adoua, en 1896) et le problème aussi des terres "irrédentes", c'est-à-dire des terres de langue italienne non encore réunies à l'Italie : le Trentin, Trieste et la côte Dalmate, plus la Corse pour un certain nombre de nationalistes italiens. Cette exaltation nationale touchait même une partie des socialistes, qui n'étaient pas du tout internationalistes : par exemple le jeune Benito Mussolini.

Les socialistes avaient eu des députés aux législatives de 1897, mais restaient marginaux dans la vie politique "officielle" : à cause du suffrage censitaire mais aussi de leurs propres traditions héritées du XIXe siècle : beaucoup ne croyaient pas en l'action l'égalitaire, étaient influencés par l'anarchisme le plus violent (des anarchistes avaient assassiné le roi Humbert Ier en 1900). Le jeune Mussolini, fortement influencé par le penseur français Sorel dans les années 1900, est un bon exemple de cette radicalité. La répression se traduisit par l'état de siège (en 1898-1900) et le retour à un "transformisme" aggravé : les élites "serraient les coudes" face à la montée du socialisme (il y eut même des tentatives visant à bâillonner le Parlement). La vie politique italienne donnait une impression d'irréalité, aggravée par l'exclusion (en partie volontaire) des catholiques, et le ralliement (ou l'achat) d'une partie des socialistes après 1900 - en même temps, peut-être était-ce l'ébauche d'une évolution, mais la guerre vient tout brouiller.

De plus, la guerre (l'Italie y était entrée en 1915, dans le camp de la France, après de sordides marchandages avec les deux camps) s'était mal passée : à Caporetto, en 1917, les Autrichiens avaient enfoncé le front, l'Italie avait été au bord du désastre. L'incompétence des gouvernants avait éclaté. Surtout, la guerre provoqua des bouleversements sociaux : en particulier, les ruraux du sud, et les ouvriers agricoles de Padanie, sortirent de leur village pour la première fois, apprirent que le monde n'était pas ce qu'on leur en disait, apprirent à combattre et perdirent l'habitude d'obéir au propriétaire foncier. Furieux que l'Italie n'ait pas obtenu l'ensemble des terres irrédentes situées en Autriche, ils furent parmi les plus agités des anciens combattants européens.

Les anciens combattants italiens furent été au cœur de l'in vraisemblable épopée de Fiume, qui annonçait dans une large mesure la montée du fascisme, et que je voudrais évoquer ici. Cette ville autrichienne, de population italienne mais isolée au sein d'un arrière-pays slave, était disputée entre l'Italie et la Yougoslavie ; la Conférence de la Paix décida d'en faire une ville libre (c'est-à-dire idépendante mais sous tutelle de la S.D.N.), remettant courageusement à quinze ans plus tard la tenue d'un plébiscite¹¹. Alors les nationalistes italiens lancèrent une grande campagne sur le thème des sacrifices inutiles, de la "victoire mutilée"; parmi eux, le grand poète (en tout cas tenu pour tel à l'époque) Gabriele D'Annunzio, depuis longtemps fasciné par le surhomme nietzschéen. Juste après la guerre, il avait rassemblé des anciens combattants des troupes de choc au sein d'une milice, les *arditi* (le mot désignait à la fois les

¹¹ La même non-solution avait été retenue pour Memel, que la Lituanie annexa en 1925, et pour Danzig, que l'Allemagne annexa en 1939.

membres des unités d'élite et ceux de la milice de D'Annunzio). En septembre 1919, la population locale ayant expulsé *manu militari* les troupes françaises chargées de faire appliquer le mandat de la S.D.N., D'Annunzio débarqua à Fiume à la tête de ses *arditi* et prit possession de la ville au nom de l'Italie ; assez vite, tous les déçus de la paix se retrouvèrent derrière lui, et la ville devint le rendez-vous de tous les soldats perdus d'Italie et d'Europe. Après quelques mois de bras de fer, en 1920 le gouvernement italien "lâcha" D'Annunzio et reconnut l'indépendance de Fiume ; mais la population refusa et en 1924 l'un des premiers gestes de Mussolini fut de l'annexer¹².

Les gouvernements de l'après-guerre (Nitti, Giolitti) tentèrent une adaptation en 1918-1919 : il fallait gérer les classes moyennes et les paysans qui avaient fait la guerre. Le suffrage universel fut accordé en novembre 1919, avec scrutin de liste proportionnel. Le gouvernement tolérait mieux les grèves, il légalisa l'occupation de terres incultes par des paysans sans terres dans le sud, maintint le prix du pain fixé pendant la guerre au lieu de le libérer; mais c'était beaucoup trop tard, la crise était bien trop violente, et ces tentatives de réformes furent menés par hommes âgés (Giolitti avait 78 ans) à la tête d'un personnel politique complètement décrédibilisé. Aussi, dans un pays dont les classes populaires étaient sans expérience politique, un populiste socialo-nationaliste rafla la mise.

2) La France.

Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 11 (ancienne version).

3) La Grande-Bretagne.

D'un point de vue politique, la Grande-Bretagne n'était pas du tout déstabilisée. Seule une minorité de socialistes avaient refusé l'Union sacrée en 1914 ; même l'ampleur abyssale des différences de classes n'aboutissait pas à une menace de révolution sociale. En février 1918, le suffrage masculin devint véritablement universel (selon la loi précédente, de 1885, il excluait encore quelques catégories de population, dont les S.D.F.) et les femmes reçurent également le droit de vote (à partir de 30 ans contre 21 pour les hommes). Le parti travailliste poursuivait sa lente ascension, qui l'amenait à concurrencer de plus en plus le parti libéral. Par ailleurs, Londres conservait, et étendait même légèrement, le plus grand Empire colonial de l'époque ; elle était parvenue à gérer pacifiquement la transition des colonies "blanches" vers une demi-indépendance grâce au système des *dominions* (le premier fut le Canada, en 1867, puis l'Australie en 1900, la Nouvelle-Zélande en 1907 et l'Afrique du sud en 1909 ; ils furent admis à la SDN en 1919 ; le *Commonwealth* rassembla l'ensemble et les colonies en 1931).

Mais l'insurrection irlandaise d'avril 1916, directement liée à la guerre (les Irlandais espéraient l'aide de l'Allemagne), annonçait le cancer des guerres

¹² Aujourd'hui Fiume est croate et s'appelle Rijeka (c'est le même mot, "fleuve", en serbo-croate).

coloniales. En 1922, à l'issue de six ans de guerre civile, l'Irlande du sud devint un *dominion* (l'indépendance totale, avec proclamation de la République et sortie du Commonwealth, date de 1949), mais six comtés d'Ulster, à majorité catholique, demeurèrent unis au Royaume. Le problème de la minorité catholique en Irlande du nord ressurgit après 1945.

Surtout, la Grande-Bretagne était affaiblie économiquement : déjà fatigué avant 1914, son potentiel industriel, le plus ancien d'Occident dans la mesure où c'était le pays où était née la révolution industrielle, avait brutalement vieilli durant la guerre. Les usines avaient du mal à s'adapter à la production de masse, au taylorisme. La livre sterling, pilier de la puissance britannique, était elle aussi affaiblie par l'ampleur des dépenses militaires, la diminution de stocks d'or, les emprunts faits aux banques américaines. Les industriels avaient perdu une partie de leurs marchés, et ce n'étaient pas les troubles en Europe orientale qui allaient permettre un rétablissement rapide. Le niveau de vie des classes populaires augmenta, mais le chômage fit rage durant toute l'entre-deux-guerres ; il y eut des grèves gigantesques en 1921 et une grève générale avortée (au bout de neuf jours quand même, et elle se prolongea six mois dans les mines) en 1926.

D) La crise morale et "la grande lueur à l'est".

L'impression générale au sortir de la première guerre mondiale était que le vieux continent était ruiné pour longtemps et mettrait du temps à se ressaisir, si tant était que ce fût encore possible ; et que l'affaire allait bien au-delà d'une crise économique. En témoignent plusieurs ouvrages qui parurent à l'époque et furent des succès de librairie : en Allemagne, *Le déclin de l'Occident*, du philosophe Oswald Spengler (paru entre juillet 1918 et 1922), dont le "pessimisme aristocratique" influença toute une génération, à droite essentiellement¹³ ; en France on cite toujours la phrase de Paul Valéry : « nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles » ; ainsi que le titre de l'ouvrage *Le déclin de l'Europe*, du géographe A. Demangeon (paru en 1920). Partant d'une analyse démographique, Demangeon se livrait également à des considérations morales angoissées.

L'époque était au questionnement de toutes les valeurs, politiques et morales. L'impression dominait d'une gigantesque absurdité : les valeurs humanistes exaltées au XIXe siècle n'avaient débouché que sur l'horreur. Cette radicalité et ce sentiment de l'absurde s'expriment tout particulièrement dans les principaux courants artistiques de l'époque : Dada (né à Zurich en 1916) et le surréalisme (une affaire française, dont les principaux manifestes datent de 1924). Des avant-gardes littéraires et artistiques existaient avant 1914 ; mais elles concernaient un nombre très limité d'individus, faisaient peu de politique, n'empêchaient pas les bourgeois de dormir et menaient leur entreprise de

¹³ Spengler (1880-1936) appartenait à la droite *völkisch* allemande, hostile au régime de Weimar ; mais les nazis ne l'aimaient guère, pour la radicalité de son pessimisme et parce qu'il était étranger à leur populisme débraillé.

subversion morale dans des formes tout à fait classiques. Après 1918 l'académisme continua à dominer dans toute l'Europe en terme de quantité d'œuvres produites ; mais les avant-gardes se firent infiniment plus radicales, et surtout les avant-gardes littéraires et artistiques firent leur liaison avec les avant-gardes politiques. Dada était encore apolitique, mais pour les surréalistes, l'art n'avait de sens qu'en liaison avec l'action politique révolutionnaire. L'une des principales autres caractéristiques de ces mouvements fut la réhabilitation de l'irrationnel et de l'absurde.

Un autre aspect de cette remise en cause de toutes les valeurs, ce fut la rapide expansion de formes de culture "hédonistes", individualistes, issues de la culture populaire et diffusées par l'industrie du spectacle (en pleine industrialisation – voyez le cours sur les États-Unis, aux chapitres 1 et 2), mais qui commençaient à se voir récupérées par la "grande culture" – dès 1915, Maurice Ravel avait introduit un rythme de jazz dans son *Trio*. Mutation majeure dans l'histoire de l'Europe, la "haute culture" se mettait à l'écoute des "cultures populaires" et s'en nourrissait – les romantiques avaient eu les mêmes prétentions un siècle auparavant, mais très vite un divorce s'était dessiné entre le peuple tel qu'ils se le représentaient et le peuple réel ; cette fois-ci, l'affaire allait être plus sérieuse. Le jazz arriva réellement en Europe en 1917 avec les troupes américaines; dans les années 1920, ce fut la mode pan-occidentale du tango, du charleston, etc.

Au-delà de ces indices de ce que les conservateurs perçurent comme une plongée dans le désordre moral, certains historiens recourent au concept, qui me semble parlant, de brutalisation d'une génération. La guerre avait remis en question tout le travail d'adoucissement des relations sociales et de la vie politique, d'éducation des Européens à vivre ensemble, auquel le XIXe siècle s'était livré (sauf en Russie et dans les Balkans). Partout sauf dans ces deux régions, même dans des pays au très lourd passé de révolutions et de guerres civiles comme la France et l'Espagne, la violence politique, religieuse et sociale ouverte avait lentement reculé (la violence latente est une autre question) ; les crises, comme la crise religieuse de 1905-1906 en France, n'avaient plus l'ampleur de celles du début du XIXe siècle – seule la répression du mécontentement des ouvriers pouvait encore être brutale à l'occasion, comme en témoignait la Semaine tragique de Barcelone (1909). Le socialisme en particulier s'était partiellement intégré à la vie politique notamment en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne ; le socialisme révolutionnaire, anarchiste ou non, était très minoritaire hors de Russie, sauf en Espagne.

Mais les jeunes gens qui rentrèrent à la maison à l'hiver 1918-1919 après quatre ans dans les tranchées avaient d'autres mœurs. Ils avaient appris la vie dans un univers entièrement saturé de mort et de souffrance : ils avaient été blessés, gazés, affamés. On leur avait appris à haïr et à tuer, on leur avait appris que le seul rapport possible avec l'adversaire était de chercher à l'éliminer. Le bourrage de crânes avait atteint des sommets de délire raciste, les bellicistes les plus délirants, les "rossignols des carnages", avaient paradé dans

les médias ; les rares tentatives pour aboutir à une paix blanche, par exemple en France en 1917, avaient abouti à l'emprisonnement de leurs promoteurs. Pour tout arranger, ceux des socialistes qui appelaient à la paix entre les nations appelaient également à la lutte des classes violente... Il n'est pas étonnant que cette génération ait été celle du communisme, du fascisme et du nazisme, de la guerre d'Espagne, etc. ; l'Europe ne s'est apaisée qu'avec sa disparition (et encore, pas là où la seconde guerre mondiale a brutalisé une nouvelle génération, comme dans les Balkans).

Ce changement de mœurs était sensible dans tous les domaines. Ainsi les années 1919 à 1921 furent socialement très agitées un peu partout en Europe, et cela n'avait en réalité pas grand-chose à voir avec les tentatives d'exportation de la révolution bolchevique, même si celles-ci se nourrissaient évidemment du mécontentement général. En matière politique, on peut évoquer par exemple la montée du fascisme en Italie dans les années 1919-1924 : elle s'accompagna de l'apparition d'un nouveau type de violence, mis en scène par les fascistes (parmi lesquels les anciens combattants étaient nombreux) qui en faisaient leur « marque de fabrique » : les symboles en étaient le *manganello* (le gourdin) et l'huile de ricin. De manière générale, les groupements politiques nouveaux, notamment (mais pas seulement) ceux qui rassemblaient des anciens combattants, avaient tendance à se modeler sur le modèle des armées, avec uniformes, défilés virils (de préférence aux flambeaux en Allemagne par tradition romantique)... Les communistes, de leur côté, s'organisèrent progressivement, dans la seconde moitié des années 1920, à la manière des sociétés secrètes, pour résister à la répression et préparer la prise de pouvoir par la violence, à la Lénine. Cette ambiance contagia même les partis les plus modérés : en France, la S.F.I.O., dont le programme était fondamentalement modéré, se crut obligée de tenir un discours bien plus radical, et ses Jeunesses défilaient en uniforme dans les années 1930. Des hommes de droite conservateurs, fondamentalement orléanistes, se crurent obligés de prendre des postures bonapartistes qui les amenèrent à des compromissions avec de bien plus extrémistes qu'eux. Seuls la Grande-Bretagne, le Benelux et la Scandinavie échappèrent à cette évolution.

Tout ceci traduisait en réalité un désespoir profond : quatre ans à s'entretuer, et rien n'avait changé... Rien ? Non ! Un pays avait vraiment changé : la Russie. Les bolcheviks avaient entièrement renversé l'ordre ancien, sans rien en laisser en place : ils avaient massacré les officiers (ce dont plus d'un troufion français ou allemand avait sans doute rêvé), les châtelains, les prêtres, les capitalistes. Ils avaient proclamé la dignité de la classe ouvrière, modèle d'une humanité future. Ils avaient fait la paix : on ne surestimera jamais l'effet de Brest-Litovsk sur les opinions publiques européennes (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6). Ils avaient commencé à construire une société où tous seraient égaux, où il n'y aurait plus d'oppression, plus d'humiliation, plus de pauvreté ; en 1922, ils proclamèrent l'égalité des peuples dans le cadre de l'U.R.S.S. (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5). Ce faisant, ils rencontrèrent de fortes résistances (la Russie traversa une terrible guerre civile,

qui dura jusqu'en 1921 ; à partir de 1927-1928, le pouvoir commença à découvrir des "complots réactionnaires" partout). Mais ces résistances étaient hideuses : c'étaient les courtisans du tsar, les boyards, les paysans réactionnaires, les sauvages (l'heure n'était pas encore, à gauche, à éprouver de la sympathie pour les "indigènes" et les "peuples premiers") ; le tout, mené par l'Angleterre, l'épouvantail des gauches de l'époque. La violence exercée par les bolcheviks n'était-elle pas légitime face à ces forces du passé, comme (disait-on en France) la violence révolutionnaire l'avait été en 1792-1794, comme (avait-on appris dans toute l'Europe) la violence guerrière venait de l'être ? L'attrait du léninisme n'est compréhensible que dans le cadre mental de la génération des tranchées.

Certains attiraient déjà l'attention sur la réalité inquiétante du projet de société des bolcheviks (voyez le cours sur la Russie, par exemple au chapitre 2 pour le communisme de guerre), sur le caractère fondamentalement "non européen", "non moderne" de leur conception de la politique, sur le fait que leur violence était un principe et non une réaction à des agressions. Ce discours de raison fut écouté par la majorité — à part en 1920-1921, en France et en Allemagne les partis socialistes modérés eurent toujours plus de militants et de voix que les partis communistes ; en Grande-Bretagne, le communisme ne s'implanta guère que dans les cercles d'intellectuels homosexuels d'Oxbridge ; à plus forte raison, dans les pays d'Europe centrale frontaliers de l'URSS, où l'on savait mieux ce qui s'y passait vraiment, les populations se montrèrent farouchement anticommunistes (d'autant que le communiste était soit un Russe, c'est-à-dire un barbare des steppes, soit un Juif). Mais il demeura assez de partisans convaincus du léninisme pour troubler la vie politique en France (où la force relative de la S.F.I.C. coûta le pouvoir à la gauche désunie pendant presque toute l'entre-deux-guerres), en Allemagne (où les communistes firent tout pour déstabiliser la République de Weimar), en Italie (où la gauche désunie fut incapable de s'opposer à Mussolini), en Espagne (où en 1937, en pleine guerre civile, dans le camp républicain les communistes éliminèrent les anarchistes par le sang).

De plus, l'URSS fit peser une menace sur l'ensemble du continent de 1919 à 1923, par la subversion. En 1918-1920, des guerres civiles ravagèrent les pays qui venaient de se séparer de la Russie, mais que les communistes locaux, et surtout l'Armée rouge, voulaient ramener dans son giron : la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, etc. (sans parler des pays qui finalement perdirent leur indépendance, comme l'Ukraine, l'Arménie, la Géorgie). Tout à fait conscients que la Révolution n'avait aucune chance de réussir à long terme si elle demeurait confinée à la Russie, puissance pauvre, paysanne et enclavée, les bolcheviks essayaient de se frayer un chemin en direction de l'Europe centrale et de ses prolétariats — les Polonais, aidés par les Français, les arrêtèrent devant Varsovie en 1920.

Surtout, l'agitation sociale en Europe centrale sembla un moment devoir déboucher sur une révolution prolétarienne à l'échelle continentale. En janvier 1919, l'aggravation de l'agitation révolutionnaire en Allemagne déboucha sur une insurrection à Berlin, menée par la mouvance spartakiste qui proclamait sa proximité avec Lénine et ses compagnons (mais n'était pas téléguidée par

Moscou). Leurs principales figures étaient Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, ils avaient fondé un parti communiste allemand (K.P.D.) en décembre. Mais les spartakistes étaient très isolés, et infiniment moins organisés (et moins impitoyables) que les bolcheviks : il n'y avait pas de Lénine allemand, pas de direction incontestée; les différents centres révolutionnaires étaient indépendants les uns des autres.

Les socialistes modérés (la S.P.D.) choisirent la répression, ce qui suscita des haines durables au sein de la gauche allemande d'autant qu'ils s'appuyèrent sur l'armée et les corps francs. Ils reprirent Berlin en cinq jours ; Liebknecht et Luxemburg furent liquidés. En mars, de nouveaux combats eurent lieu à Berlin ; à Munich une "République des Conseils" dura jusqu'en mai. La S.P.D. comprenait une majorité de réformistes, partisans de la démocratie, farouchement hostiles à toute violence révolutionnaire. Pour eux le mot de "Révolution", hérité de la tradition socialiste du XIXe siècle, en était venu à signifier un changement sans violence de régime politique et social. Patriotes (ils avaient voté les crédits de guerre en 1914), ils voulaient barrer la route au bolchevisme, car ils connaissaient de première main la situation en Russie, et les méthodes des bolcheviks les horrifiaient¹⁴.

Un peu plus tard, les troubles révolutionnaires gagnèrent la Hongrie, où la République et (conséquemment) la séparation d'avec l'Autriche avaient été proclamées en novembre 1918, mais où l'État était en voie de dissolution, et le pays en voie d'éclatement sous les coups des paysans révoltés contre leurs seigneurs et des minorités nationale, aidées parfois par les armées des pays voisins (la Roumanie, la Serbie, plus des troupes tchèques pour la région, appelée alors Haute Hongrie, où vivaient les Slovaques).

Dans une situation politique d'autant plus confuse que personne n'avait le moindre mandat populaire, des admirateurs de Lénine fondèrent en novembre 1918 un Parti communiste hongrois dirigé par Béla Kun (1886-sans doute 1939), un ancien journaliste et député socialiste qui, fait prisonnier par les Russes en 1916, avait été l'un des compagnons de Lénine après sa libération en 1917. Brièvement emprisonné, Kun fut libéré en mars 1919 par le premier ministre, le comte Károlyi, totalement désorienté par l'impasse totale où il se trouvait ; une assemblée des Conseils ouvriers, où les communistes devaient coexister avec d'autres forces, proclama la dictature du prolétariat, la collectivisation du commerce et des grands domaines, la séparation de l'Église et de l'État, etc. Mais le régime de Béla Kun devint rapidement impopulaire (il y eut au moins cinq cent exécutions) et il ne dura que cent trente-trois jours. Coupé de la Russie bolchevique par les "blancs" tchèques et ukrainiens, il tomba en août sous les coups des contre-révolutionnaires menés par l'amiral Horthy, et surtout de l'armée roumaine qui prit Budapest – et s'empara au passage de la Transylvanie, une région où vivent encore aujourd'hui plus de deux millions de Hongrois. La terreur blanche succéda à la terreur rouge. Kun se réfugia en Russie, joua un rôle dans la répression des anarchistes ukrainiens en 1920 (il se distingua par sa cruauté), fut marginalisé dans les structures du Komintern dès 1922, puis assassiné lors des purges

¹⁴ Pour plus de détails sur ces événements, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

staliniennes. Pour être complet, il faut enfin signaler que la révolution hongroise se propagea un moment dans ce qui est aujourd'hui la Slovaquie, à Bratislava (ville hongroise à l'époque, politiquement et par sa population).

À l'automne 1919, la révolution avait fait long feu en Europe, même s'il y eut encore un soulèvement communiste en Allemagne en 1923, à Hambourg (dans un contexte très différent, celui de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises) et un gros attentat communiste à Sofia, en Bulgarie, la même année (une bombe éclata dans la cathédrale et tua la moitié du gouvernement). Plus tard, en décembre 1924, il y eut une toute dernière tentative de coup de force communiste en Estonie, mais même dans ce petit pays fragile et frontalier de l'U.R.S.S. ce fut un échec total. Par la suite, l'URSS, absorbée par les luttes de pouvoir puis par la construction du stalinisme, fit preuve de moins d'agressivité.

On était dans une situation inédite : les révolutionnaires étaient défaits dans toute l'Europe, mais inexpugnables en Russie. Contrairement aux prévisions de Marx et de Lénine qui pensaient exclusivement en termes de classes et refusaient de prendre en compte les différences de situation d'un État à l'autre, d'un peuple à l'autre, la révolution n'était pas parvenue à gagner l'ensemble du monde capitaliste et notamment son cœur industriel, l'Allemagne ; dans les années suivantes, les partis communistes européens s'affaiblirent, même là où ils n'étaient pas interdits. Mais les Puissances, comme on appelait les principaux pays, ne pouvaient que s'inquiéter de la persistance, et du rapide renforcement économique et militaire, de l'U.R.S.S., un pays dont les mœurs politiques et sociales étaient franchement monstrueuses, qui affichait ouvertement l'ambition de les imposer au monde entier et qui conservait des relais à l'étranger. Faute d'autre choix (il n'était pas question de se lancer dans un nouveau conflit continental), les Puissances renoncèrent à réduire la Russie bolchevique par la force et se rallièrent à la stratégie du "cordon sanitaire" : on désigne de ce nom un ensemble de petits États apparus au lendemain de la guerre, très anticommunistes et très antirusse, censés "monter la garde" aux frontières occidentales de ce qui était en train de devenir l'U.R.S.S. (du nord au sud: la Finlande, les pays baltes, la Pologne, la Roumanie, la Turquie). Comment gérer cette coexistence entre un État révolutionnaire, qui continuait à afficher la volonté d'étendre le socialisme au monde entier, et un monde capitaliste décidé à contenir la contagion révolutionnaire, mais bien incapable de liquider l'U.R.S.S. ? Aucune idéologie, aucun penseur n'avait même envisagé un tel problème¹⁵.

II-La puissance américaine.

Voyez le cours sur les Etats-Unis, chapitres 1 et 2.

III-Les mondes dominés et colonisés.

Au XIXe siècle, les Occidentaux, profitant de leur supériorité technique et de leur dynamisme démographique, s'étaient partagé l'essentiel de la planète.

¹⁵ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

L'entreprise coloniale eut trois aspects principaux : l'achèvement de la prise de contrôle des continents américain et australien et de la Sibérie par les descendants des colons européens arrivés dans ces régions depuis le XVI^e siècle (conquête de l'Ouest américain et de la Patagonie au XIX^e siècle, début de reprise en main de l'Amazonie avec le cycle du caoutchouc) ; l'annexion ou la mise sous "protectorat" par les puissances européennes de pays entiers, notamment l'essentiel de l'Afrique, des rivages de l'Océan indien et des archipels circumasiatiques ; la satellisation économique des pays demeurés formellement indépendants, que ce soient d'anciennes colonies indépendantes depuis le XIX^e siècle (en Amérique latine) ou des pays nés des civilisations non européennes (la Chine, la Perse¹⁶). Le processus continue jusqu'en 1920, avec le partage des régions arabes de l'Empire ottoman entre la France et la Grande-Bretagne ; après cette date, ne reste plus à citer que l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie en 1935-1936. Ne demeurèrent à l'écart de ce phénomène que des zones très marginales et le Japon, seul pays non occidental à avoir réussi ses réformes économiques et sociales au XIX^e siècle.

Ce processus s'était nettement accéléré depuis 1880, avec une véritable course à la domination politique des différents continents : cet impérialisme-là, contemporain de l'exaspération des nationalismes européens, n'avait pas principalement des motivations économiques, il était censé aussi en avoir de stratégiques, idéologiques, morales, etc. La "mode" coloniale toucha jusqu'à la Belgique, qui hérita de l'immense Congo (possession personnelle du roi Léopold II de 1885 à 1908, date à laquelle il la légua à son pays). Elle provoqua de nombreuses tensions entre Occidentaux : entre la France et l'Italie à propos de la Tunisie, entre la France et l'Allemagne sur le Maroc, entre l'Italie et la Grande-Bretagne sur la Somalie, entre la France et la Grande-Bretagne sur le Soudan (cf. l'épisode de Fachoda) – on peut évoquer aussi le traumatisme que fut pour l'Espagne la déroute de 1898, lorsque les États-Unis la privèrent de ce qui restait de son Empire colonial (sauf en Afrique), annexèrent les Philippines et Puerto-Rico et firent de Cuba un protectorat.

L'entreprise coloniale eut pour effet de transformer profondément les sociétés colonisées ; la transformation fut encore plus radicale là où les colonisateurs imposèrent l'administration directe, liquidant l'ensemble des structures politiques et souvent sociales (ainsi dans l'essentiel de l'Afrique noire) ; là où les colonisés se retrouvèrent minoritaires sur leur sol (en Australie, dans l'ouest des États-Unis, en Sibérie, en Nouvelle-Zélande) ou en présence d'une minorité importante de colons (en Algérie, dans les îles britanniques du Pacifique où les envahisseurs étaient des travailleurs importés d'Inde par les colonisateurs). Il faudrait décrire un processus complexe de violences (allant jusqu'à des pré-génocides, par exemple en Namibie, en Tasmanie et sur la Terre de Feu) et d'adaptations des colonisés à la situation nouvelle – au total, les sociétés coloniales s'éloignaient à vue d'œil de ce qu'elles avaient été avant la conquête : pour l'essentiel, les sociétés post-coloniales actuelles sont des sociétés nées de la conquête. D'un point de vue culturel, l'essentiel est

¹⁶ Voyez le cours sur la Chine, au chapitre 1.

l'expansion mondiale des langues européennes, surtout l'anglais (dès avant la grande expansion des Etats-Unis), ainsi que d'un certain nombre de "mœurs" européennes en matière de conception de la politique, du droit, etc - en revanche la pénétration de la religion chrétienne est loin d'avoir touché l'ensemble des régions colonisées.

D'un point de vue mondial, l'expansion coloniale est l'un des aspects de la "première mondialisation" qui avait eu lieu au XIXe siècle. Elle permet l'intégration (pour l'instant très partielle) de leurs économies au marché mondial, intégration inégalitaire et forcée car ledit marché était totalement dominé par les Occidentaux. Elle permit à l'Occident de dessiner une division internationale du travail à l'échelle mondiale, faisant pour cela reculer certaines économies relativement développées au XIXe siècle (l'exemple du textile indien est classique, car il est dans Marx) ; en revanche, le grand afflux des populations issues des Empires coloniaux en direction des métropoles n'avait pas encore commencé (au contraire, en 1920 le processus inverse continuait en direction des Etats-Unis, de l'Argentine, etc.). Mais le degré de rattachement des économies coloniales à celles de l'Occident était très inégal : si la Grande-Bretagne faisait 20% de ses importations et 37% de ses exportations avec son Empire colonial, la France n'en faisait que 9% et 11% en 1914. De plus, les relations économiques avec les colonies (achat et vente, investissements), si elles présentaient l'avantage de la sécurité et d'une grande rentabilité, encourageaient la routine, et freinèrent (un peu) le progrès des échanges entre pays occidentaux.

En tout cas, personne en 1920 ne contestait le colonialisme, à part les Etats-Unis (eux-même ancienne colonie) et les communistes. En revanche, la guerre avait commencé à faire réfléchir certains colonisés sur la supposée supériorité de la civilisation occidentale ; ceux-là étaient encore peu nombreux, on les trouvait surtout parmi les coloniaux qu'on avait fait venir en Europe comme soldats ou comme ouvriers pour les industries de guerre - le Komintern joua un rôle essentiel dans leur encadrement et dans le processus qui aboutit à leur donner une conscience anticolonialiste.

IV-Désarrois et maladresses : une paix ratée.

Les vaincus avaient signé des armistices entre la fin septembre 1918 (pour la Bulgarie) et la mi-novembre (pour la Hongrie). Les termes en étaient durs, mais infiniment moins que n'allait être ceux de la capitulation de l'Allemagne et du Japon en 1945 : par exemple, aux termes de l'armistice de Rethondes l'Allemagne devait retirer ses troupes à dix kilomètres au nord et à l'est du Rhin et livrer l'ensemble de son matériel de guerre, ce qui l'empêchait de reprendre le combat en cas de désaccord sur les conditions finales de la paix (on lui laissa quand même de quoi écraser les spartakistes) ; mais elle gardait son indépendance et son gouvernement.

Les vainqueurs se réunirent à la conférence de la Paix, qui se tint de janvier à juin 1919 à Versailles et aux environs, dans les immenses palais déserts hérités de la monarchie française. Il y avait trente-deux participants, dont les

dominions britanniques. Les vaincus n'étaient pas représentés, ni les Russes qui avaient "trahi" en signant une paix séparée à Brest-Litovsk. Personne n'envisageait que la paix ne fût pas imposée par les seuls vainqueurs : c'était compréhensible après quatre ans d'un conflit très dur où les vaincus (entre autres) avaient bafoué les règles que l'on considérait, depuis le XIXe siècle, devoir être celles de tout conflit civilisé, par exemple en bombardant volontairement des populations civiles ou en utilisant des armes "barbares" comme les gaz de combat. De plus, en France notamment on considérait la guerre comme le résultat d'une agression unilatérale qui avait ôté à l'Allemagne sa dignité de pays civilisé : aussi on la traita comme on traitait au XIXe siècle les États non européens. Mais ce type de comportement était très dangereux à terme, car il représentait la négation même de l'idée de "concert des nations" tel que le XIXe siècle l'avait élaboré, c'est-à-dire d'un équilibre entre les grandes puissances européennes (les Puissances, comme on disait) : les vaincus, convaincus que la seule force et non le droit était à l'origine des traités à eux imposés, risquaient de ne rêver qu'à les annuler. Le gouvernement allemand ne signa le *Diktat* de Versailles qu'en cédant à la force, et le fit savoir: la plus grande puissance industrielle d'Europe n'acceptait pas le nouvel ordre international. Le gouvernement de l'Autriche-Hongrie et celui de l'Empire ottoman auraient certainement protesté aussi... si ces deux pays n'avaient pas disparu, les traités de paix ayant confirmé leur éclatement. Mais le traité de Trianon, imposé à la Hongrie, était si dur qu'encore aujourd'hui, paraît-il, des touristes hongrois viennent cracher sur le grand Trianon.

Les quatre principales puissances représentées à la conférence de la Paix étaient les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie (représentées respectivement par le président Wilson, venu spécialement en Europe pour défendre ses principes, et les premiers ministres Lloyd George, Clemenceau et Orlando). Les principales divergences opposèrent Clemenceau et Wilson.

Ce dernier était arrivé en Europe bien décidé à faire respecter un certain nombre de principes (les "principes de Wilson"), qu'il avait exposés en "quatorze points" dans un message présidentiel lu au Congrès en janvier 1918. On peut les résumer ainsi : diplomatie ouverte et multilatérale ; liberté des mers ; suppression des barrières économiques ; désarmement ; juste règlement des questions coloniales ; évacuation par l'Allemagne des territoires occupés durant la guerre et restitution de l'Alsace-Lorraine à la France ; réajustement des frontières italiennes, reconstitution de la Pologne et démantèlement des Empires austro-hongrois et ottoman selon le principe des nationalités (un peuple, un État) validé par des référendums ; création d'une Société des Nations. Par ailleurs, bien plus que Clemenceau, le président des États-Unis était soucieux d'éviter aux vaincus de trop grandes frustrations, qui pouvaient déboucher sur une nouvelle guerre ; et aussi de maintenir un équilibre entre les puissances européennes. Mais Wilson, qui connaissait mal l'Europe et n'était pas armé pour affronter la *Realpolitik* européenne, se faisait des illusions, notamment sur la cohésion territoriale des nations (il ne savait rien de l'enchevêtrement des peuples en Europe centrale et orientale), et sur l'efficacité des référendums qu'il préconisait

pour déterminer l'appartenance de telle ou telle région à telle ou telle nation¹⁷. De plus, impénitent optimiste, il comprenait mal le souci de sécurité de la France après deux guerres contre l'Allemagne.

Les Britanniques soutenaient plutôt Wilson : ils étaient inquiets des ambitions "napoléoniennes" de la France. On les entendit d'ailleurs presque plus que le Président américain, qui dut retourner chez lui à deux reprises (l'Amérique était en campagne électorale) ; et en bateau, cela prenait du temps.

L'objectif de Clemenceau était avant tout d'affaiblir l'Allemagne (et de liquider l'Autriche-Hongrie, son alliée inévitable) : pour assurer la sécurité de la France, il ne fallait plus de grande puissance en Europe centrale. Le "Tigre" voulait, sinon annexer ou détacher de l'Allemagne la rive gauche du Rhin (certains en rêvaient), du moins la placer sous occupation militaire française permanente (ce que l'état-major réclamait à cor et à cris) : la frontière militaire devait être une frontière naturelle. Il voulait aussi que les Empires centraux fussent déclarés seuls responsables de la guerre et payassent des indemnités, comme la France avait dû en payer en 1871 ; et si possible, que l'Allemagne mît du temps à se relever économiquement de sa défaite. Enfin, il voulait entourer l'Allemagne d'une couronne d'États clients de la France, afin de se ménager des "alliances de revers".

Pour compliquer les choses, certains pays appartenant au camp des vainqueurs avaient reçu des promesses inconsidérées au moment de leur entrée en guerre : ainsi l'Italie, alliée des Empires centraux avant 1914, s'était finalement engagée aux côtés de l'Entente en 1915 à la suite de marchandages sordides aux termes desquels on lui avait promis l'ensemble des terres "irrédentes", c'est-à-dire "non encore rattachées" à l'Italie unie ; elles étaient situées en Autriche-Hongrie. Les Italiens y incluaient l'Istrie et la Dalmatie (actuellement la côte de la Croatie) dont seules les villes étaient de langue italienne. La Serbie, à qui l'on avait promis toutes les terres "yougoslaves", guignait les mêmes régions pour les raisons inverses : les populations non italiennes étaient de langue serbo-croate. La Roumanie, entrée en guerre en 1916 seulement (ce qui ne l'avait pas empêchée de capituler la même année), estimait avoir droit à tous les territoires peuplés de Roumains, y compris ceux qui comprenaient de fortes minorités, ou des majorités hongroises ou ukrainiennes. La Grèce aussi avait une conception passablement lyrique des territoires peuplés de Grecs, elle rêvait en fait d'un nouvel Empire grec centré sur Constantinople (c'est ce qu'on appelait "la grande idée") et y aurait bien inclus, entre autres, l'Albanie. Toutes ces promesses et tous ces rêves, qui relevaient de la *Realpolitik* la plus traditionnelle et du nationalisme le plus ranci, étaient évidemment en totale contradiction avec les principes de Wilson ; leur inaccomplissement partiel allait provoquer des frustrations même

¹⁷ Ainsi en Haute-Silésie, région de peuplement mixte germano-polonais, des Allemands vinrent voter par train entiers pour le rattachement à l'Allemagne au référendum de mars 1921, ce qui entraîna un début de guerre avec la Pologne.

chez les vainqueurs (en Italie, comme on l'a vu l'opposition nationaliste s'empara promptement du thème de la "victoire mutilée"¹⁸).

Le traité de Versailles, signé en juin 1919, réglait le sort de l'Allemagne. Elle n'était pas démembrée, mais elle perdait à l'ouest l'Alsace-Lorraine, les cantons d'Eupen et Malmédy qui passaient à la Belgique, le Schleswig du nord de langue danoise qui passait au Danemark, et la Sarre qui se trouvait placée pour quinze ans sous mandat de la S.D.N., confié à la France. À l'est l'Allemagne perdait la ville de Memel (placée sous administration de la S.D.N.), et surtout des territoires assez étendus qui concoururent à former la Pologne, avec en particulier un étroit corridor qui coupait l'Allemagne en deux, mais ne correspondait à aucune limite ethnographique : il s'agissait essentiellement de donner un accès à la mer à la Pologne restaurée, mais sur les rives de la Baltique il y avait autant d'Allemands que de Slaves. La ville de Danzig (aujourd'hui Gdansk en Pologne), peuplée d'Allemands, reçut le statut de ville libre, ce qui faisait que la Pologne avait bien un accès à la mer, mais pas de port... Un plébiscite eut lieu en haute Silésie en 1921, qui eût dû aboutir au rattachement à l'Allemagne, mais les Polonais refusèrent des résultats entachés de fraude, il y eut des affrontements armés et la S.D.N. dut procéder à un partage autoritaire du territoire entre les deux pays. Au total l'Allemagne perdait 15% de son territoire et 10% de sa population ; elle n'a reconnu ses frontières orientales qu'en 1990. Le traité lui interdisait de procéder à l'*Anschluss* (annexion) de l'Autriche; pourtant ce pays mutilé ne rêvait que de se joindre à elle ; mais le désir d'affaiblir le vaincu l'emporta sur les droits des peuples. Les colonies allemandes devinrent des mandats de la S.D.N., confiés aux vainqueurs. Considérée comme seule responsable du conflit, l'Allemagne devait payer des réparations (dont le montant ne fut pas fixé par le traité, car les vainqueurs ne parvinrent pas à se mettre d'accord). L'armée allemande était réduite à cent mille hommes ; elle n'avait le droit d'avoir ni tanks, ni artillerie lourde, ni aviation militaire, ni flotte de guerre. La rive gauche du Rhin était démilitarisée, ainsi qu'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite, et placée pour quinze ans sous occupation française ; la France obtint une garantie d'intervention des puissances anglo-saxonnes en cas d'agression allemande.

Les traités de Saint Germain en Laye (signé en septembre 1919) et de Trianon (signé en juin 1920) concernaient l'Autriche et la Hongrie, réduites à la portion congrue : une micro-République alpine et une petite chose qui ne couvrait même pas l'ensemble de la plaine hongroise succédaient à l'immense Empire centenaire des Habsbourg. Les Autrichiens, nous l'avons vu, ne rêvaient que l'*Anschluss*. En Hongrie, pays qui avait perdu 68% de son territoire et 59% de sa population, le ressentiment était immense : plus de deux millions de Hongrois vivaient désormais sur un sol étranger, notamment en Roumanie. Il fallut une seconde défaite, en 1945, pour que la Hongrie acceptât, de fort mauvais gré, ses

¹⁸ L'Italie obtint finalement l'Istrie, mais pas Fiume (voyez plus haut) ; sur la côte dalmate, elle dut se contenter de deux enclaves, la ville de Zara et l'île de Lagosta, perdues en 1945 (aujourd'hui, tout cela se trouve en Croatie; la ville s'appelle Zadar, l'île s'appelle Lastovo).

nouvelles frontières ; encore aujourd'hui, elle se tient pour la représentante des intérêts des populations hongroises des Carpathes, les Sicules, quelque peu maltraités à l'occasion par le pouvoir roumain (surtout à l'époque communiste) et menacées de roumanisation rampante à long terme. Les principaux bénéficiaires du démembrement de l'Autriche-Hongrie furent la Roumanie, qui doubla son territoire (d'autant qu'elle récupéra également des territoires russes), et trois États nouveaux : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie¹⁹. Comme je l'ai souligné plus haut, le moins qu'on puisse dire est que ces trois créations de l'immédiate après-guerre ne correspondaient que de fort loin aux États-nations rêvés par Wilson: spectaculairement bigarrés du point de vue linguistique, sans aucune conscience nationale commune, c'étaient de véritables Autriches-Hongries en réduction, des monstres artificiels et difficilement viables, dont deux, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, ont éclaté dans les années 1940, puis une nouvelle fois dans les années 1990, et le troisième, la Pologne, a été profondément transformé par le glissement de ses frontières vers l'ouest en 1945.

Le traité de Neuilly, signé en novembre 1919, concernait la Bulgarie, qui perdait son accès à la mer Égée au profit de la Grèce (la région concernée, la Thrace, était de population mixte ; c'est la seule région de Grèce où subsistent aujourd'hui des minorités slave et turque, car elle était encore occupée par des troupes étrangères sous mandat de la S.D.N. au moment de la grande purification ethnique de 1923).

Le traité de Sèvres (août 1920) était extrêmement sévère pour l'Empire ottoman, mais il ne fut pas appliqué : en effet, à la surprise générale la Turquie se réveilla. Dans les semaines qui suivirent le traumatisme de l'occupation de Smyrne par les Grecs en mai 1919, l'un des plus prestigieux généraux de l'armée turque, Mustapha Kemal Pasha, commença à rassembler autour de lui tous ceux qui refusaient de se soumettre aux volontés des vainqueurs, synonymes de démembrement du pays. En juillet, il fut démis par le sultan et entra en rébellion. Il rassembla à Erzurum, toujours en juillet 1919, un "Congrès pour la défense des provinces de l'est" dont le manifeste est l'un des fondements du kémalisme. Il établit des liens avec la Russie et les candidats qu'il soutenait obtiennent une majorité aux législatives de décembre, les dernières de l'ancienne Turquie ; mais lui-même choisit de rester en Anatolie (il s'installe à Ankara, parce que c'était un nœud ferroviaire). Pendant ce temps, les occupants (les Français et les Britanniques occupaient Istanbul) décrédibilisèrent ce qui restait de la Sublime Porte, ainsi que les députés, en procédant à des arrestations, déportations, etc. Une bonne partie des députés gagnèrent Ankara, le sultan se retrouva tout seul, otage des occupants. En avril 1920, Kemal proclama solennellement la naissance d'une "Grande assemblée nationale", qui commença à réorganiser le pays. C'est à peu près à ce moment que les clauses du traité de Sèvres furent connues : elles renforçèrent décisivement le camp kémaliste (tandis

¹⁹ Cette dernière, connue jusqu'en 1929 sous l'appellation officielle de "Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes", était en fait une extension de la Serbie d'avant-guerre, qui elle aussi avait doublé son territoire ; sa dynastie était la dynastie serbe et son personnel politique était très majoritairement serbe.

que le gouvernement d'Istanbul finit de se décrédibiliser en signant le traité de Sèvres, en août).

A l'été 1920, la guerre reprit sur tous les fronts, car tous ceux à qui le traité de Sèvres avait promis un bout de Turquie voulaient éliminer les kémalistes. Les Grecs attaquèrent en juin, prennent Brousse qui avait été la première capitale de l'Empire ottoman. C'est en partie l'aide soviétique qui permit aux kémalistes de les arrêter en juillet-août. En septembre, les kémalistes reprirent l'initiative contre l'Arménie indépendante, qui avait annexé le quart nord-est de la Turquie (annexion reconnue par le traité de Sèvres). Les Alliés refusant d'intervenir directement et les Soviétiques exigeant, en échange d'un soutien, la soviétisation du pays, ce fut la débâcle, consacrée en décembre par un traité de paix qui impose un retour aux frontières turques de 1914 : l'Arménie était réduite à un dixième de son territoire historique (elle fut annexée par la Russie soviétique l'année suivante ; en échange, la nouvelle Russie céda à la Turquie une région qu'elle avait annexée en 1878, autour de Kars et d'Ardahan).

Vers la même époque, les kémalistes commencent à causer de sérieux soucis aux Français, établis en Cilicie, tandis que les Anglais avaient des soucis avec les Irakiens du côté de Mossoul. On convoqua une nouvelle conférence à Londres en janvier 1921 : tout le monde était déjà conscient que le traité de Sèvres était inapplicable. En mars, conscients du danger, les Grecs relancèrent leur offensive. Un moment, la Turquie fut au bord du désastre ; c'est alors que Mustafa Kemal se proclama généralissime et proclama la mobilisation générale. Les Grecs commencèrent à reculer en septembre ; le même mois, les Français renoncèrent à la Cilicie, soulageant beaucoup l'armée kémaliste. Le front des Puissances face à Kemal était brisé, d'autant que les Britanniques avaient de plus en plus d'autres chats à fouetter. Les Turcs lancèrent l'assaut final en août 1921 ; le 13 septembre, ils prirent Smyrne, ville grecque, qu'un gigantesque incendie détruisit. Dans la foulée, les Turcs réoccupèrent les Dardanelles et la Turquie d'Europe.

il fallut négocier un nouveau traité de paix, le traité de Lausanne, signé en juillet 1923. La même année, la Grèce et la Turquie procédèrent à un échange général de leurs minorités respectives (un million de Grecs de Turquie contre trois cent mille Turcs de Grèce).

Parmi les clauses des traités qui furent très vite remises en cause, il faut évoquer aussi les deux villes libres de Memel et Fiume, qui disparurent en 1923 et 1924 respectivement. Parmi les autres clauses des traités, il ne faut pas oublier la naissance de la S.D.N. : voyez le cours sur les organisations internationales au XXe siècle. Bref, les traités de paix n'ont pas abouti à une Europe pacifiée mais à un baril de poudre : rien d'étonnant à ce que l'entre-deux-guerres n'ait été qu'une trêve.

L'après-guerre s'accompagna aussi d'une réorganisation financière au niveau mondial : voyez le cours sur les problèmes monétaires au XXe siècle.